

## Retrouver sa souveraineté économique

La pandémie du Coronavirus a mis à jour de façon violente notre dépendance en matière sanitaire pour les masques de protection et la fabrication des médicaments. Les français ont découvert que nous étions, notamment, dépendants des chinois et des indiens à 80 % pour les principes actifs de certains médicaments vitaux. Seulement 3% des médicaments biologiques (issus d'organismes vivants comme les plantes, les bactéries, le sang...) sont fabriqués en France. Ainsi, cette crise a révélé nos graves défaillances en matière de souveraineté économique et dans le domaine sanitaire, plus particulièrement, mais pas seulement. Ces dernières années, de nombreuses entreprises notamment dans le secteur industriel sont passés sous pavillon étranger. Ainsi, dans ce registre, des entreprises françaises ont été rachetées comme Aldebaran dans la robotique, vendu au géant japonais Softbank, la branche énergie d'Alstom partie chez General Electric, Alcatel-Lucent liquidée dans les mains du finlandais Nokia, Latécoère, entreprise aéronautique, qui fabrique notamment les structures du Rafale ou les câblages du missile M51, tombée dans les mains du fonds d'investissement américain Searchlight... sans oublier les start-up ou les PME françaises dans les biotechs, l'intelligence artificielle, la robotique, la cybersécurité, les semi-conducteurs passées sous pavillons étrangers... Plus récemment, plusieurs exemples, ont révélé les failles et les insuffisances du contrôle exercé par Bercy sur des fleurons du capitalisme français. En janvier 2017, le japonais TDK a pris le contrôle de Tronics, une entreprise grenobloise biberonnée par le Commissariat à l'énergie atomique et spécialisée dans la fabrication de microsystèmes électromécaniques utilisés dans l'aéronautique, la défense ou la santé. Au début de l'été dernier, l'entreprise Sentryo, championne de la cybersécurité a été avalé par le géant américain Cisco. Cette société avait été élue deux ans auparavant « entreprise de cybersécurité de l'année » lors d'un symposium à Montréal.

Mais l'histoire de Linxens, leader mondial des connecteurs de cartes à puce, pesant près de 500 millions d'euros de CA est encore plus dure. Elle est passée sous le contrôle du conglomérat industriel chinois Tsinghua Unigroup, une émanation de l'université publique Tsinghua de Pékin, en toute discrétion, pour un prix estimé de 2,2 milliards d'euros.

Malgré les discours de certains de nos dirigeants politiques prônant le made in France, on peut se demander si la France n'a pas un problème avec la notion de souveraineté économique. Elle n'arrive pas à trouver un juste équilibre entre l'impérieux besoin d'attractivité et la nécessaire protection des savoir-faire stratégiques notamment dans le domaine technologique.

La crise sanitaire nous fait prendre conscience avec acuité de notre dépendance vis-à-vis de l'étranger et interpelle les gouvernants français sur notre fragilité en matière de souveraineté économique.

Avec la pandémie du Covid19, c'est le grand retour de la nation, ce concept qui était devenu un mot à ne plus employer dans le langage *politically correct* des media et de certains hommes politiques. Il est apparu comme une évidence que la nation était le meilleur niveau pour faire face et exercer une solidarité rapide entre les individus. Rappelons-nous ces mots d'Ernest Renan « une nation est une âme ». Les français l'ont compris. L'Europe est apparue étriquée, dépassée, impuissante, empêtrée dans les intérêts contradictoires de chaque pays de la Communauté. Elle a mis en lumière la désunion en faisant réapparaître le clivage Nord-Sud, les premiers s'opposant aux seconds sur la mutualisation des dettes liées à la crise. A la décharge de l'Europe, le

secteur sanitaire ne fait pas parti de ses compétences mais de celles des États ce qui peut aussi expliquer le retard à l'allumage. Cependant, la BCE a adopté un programme de rachat d'urgence de **750 milliards €** face à la pandémie via des rachats de dette publique et privée pour soulager les banques de la zone euro et les inciter à soutenir les entreprises et les ménages. De plus, malgré certaines ambiguïtés non encore levées, **l'Eurogroupe** s'est mis d'accord le 9 avril pour **mobiliser le Mécanisme européen de Stabilité (MES)** à hauteur de **240 milliards d'€** soit 2% du PIB de la zone, pour **augmenter la capacité de crédit de la Banque Européenne d'Investissement (BEI)** de **200 mds€** afin qu'elle puisse faire des financements aux entreprises, en priorité aux PME, et pour **permettre aux États membres d'apporter des garanties à la Commission** qui lui permettra de s'endetter jusqu'à **100 mds€** pour soulager les États-Membres via des prêts dans leur **soutien au chômage partiel**.

C'est un commencement de réponse à la crise d'après qui nous menace mais c'est loin d'être suffisant. Il ne faut pas s'illusionner compte tenu des investissements à réaliser pour retrouver une souveraineté économique, **la solution ne pourra s'inscrire que dans le cadre européen**.

Alors dans ce contexte, quelles solutions pour y remédier ?

## **Nos 11 PROPOSITIONS :**

**1-Relancer l'Europe** par la **création d'un fonds de solidarité européen** qui empruntera sur les marchés à des taux d'intérêt très faibles sur des durées longues et qui permettra à tous les États de la zone Euro de disposer de prêts au même taux pour relancer leur économie (les coronabonds) en aidant les entreprises à investir. C'est un mécanisme de mutualisation des dettes engendrées par la crise liée à la pandémie. Pour cela, il faut convaincre les pays de l'Europe du nord (Pays-Bas, Allemagne, Autriche, Finlande) que l'on peut comprendre dans leurs réticences car sur le plan budgétaire, ils étaient vertueux contrairement aux États de l'Europe du Sud, plus dispendieux. Mais, la survie de l'Europe est à ce prix de la solidarité des États membres.

**2-Sauver les géants industriels en difficulté**, comme Air France, Renault, Valéo... par une intervention de l'Etat. C'est le retour de l'Etat pompier.

**3-Relocaliser certaines activités ou industries stratégiques**, la santé en fait partie. Ce ne va pas se faire du jour au lendemain. C'est un travail de longue haleine car la logique court « termisme » du profit va très vite reprendre le dessus après la crise.

**4-Concernant la santé il serait souhaitable de décentraliser la gestion des équipements immobiliers et du petit matériel de protection (masques, gel, tests...) au niveau de la Région en coordination avec l'ARS** pour les hôpitaux publics. Nous avons vu la rapidité d'intervention des Régions pour se procurer des masques ou du gel alors que l'État était empêtré dans ses procédures juridiques.

**5-Contrôler avec plus d'attention les investissements étrangers** dans nos entreprises. Ces dernières années, nous avons vu que de nombreuses entreprises du secteur industriel notamment sont passées sous pavillons étranger, à l'extérieur de l'Europe.

**6- Accélérer la mutation numérique de la société** pour nous apporter de la productivité et de la croissance, en privilégiant la construction d'une **Europe scientifique de haute qualité** pour affirmer notre indépendance technologique et répondre aux grands défis que nous lançent, les États-Unis, la Chine, notamment en matière de robotisation, d'intelligence artificielle, de biotechnologies... Aucune entreprise européenne n'appartient aux GAFAM aujourd'hui ! L'Europe paie son sous-investissement dans ses technologies.

**7- Assurer un soutien capitalistique avec l'intervention si nécessaire de la BPI et de la CDC voire de la BEI pour les start-ups** qui cherchent à grandir et à changer d'échelle. En effet, aujourd'hui, en France, les start-ups n'ont pas de difficultés à trouver de l'argent pour leur amorçage mais ensuite au moment de leur phase de développement pour changer de dimension, elles n'ont souvent comme recours que de se vendre à une entreprise étrangère, faute de trouver les capitaux nécessaires sur le marché français ou européen.

**8- Favoriser les super champions européens** en autorisant les rapprochements d'entreprises européennes, comme par exemple SANOFI, spécialisée dans l'industrie pharmaceutique, qui a proposé de créer le champion européen du principe actif en regroupant ses 6 usines qui fabriquent des molécules dans une structure autonome dont le groupe ne détiendra plus que 30% dont le capital sera ouvert à d'autres actionnaires européens. Souvenons-nous du blocage regrettable pour l'Europe de la Commission européenne lors du projet de rapprochement entre Alstom et Siemens.

**9- Dans la période de l'après, il faudra donner la priorité à une politique fiscale européenne** permettant d'avoir des impôts communs, tout particulièrement pour les entreprises, afin de parachever la construction de l'Europe. Cela permettra d'éviter le dumping et les délocalisations. Cela renforcera aussi les États européens vis-à-vis de la Chine et des États-Unis qui, lorsqu'ils investissent en Europe, jouent habilement de la concurrence entre les pays. Enfin, il faut prévoir un relèvement des taxes aux frontières de l'Europe sur l'importation de produits extérieurs à la zone européenne si le gouvernement américain s'entête à mettre des barrières douanières sur l'importation de produits européens.

**10- Accélérer la rénovation thermique des bâtiments (publics et privés) et le passage à la voiture électrique** notamment en ville pourrait créer beaucoup d'emplois non délocalisables sur tous nos territoires, passer à l'hydrogène dans les autres modes de transport.

**11- Généraliser une agriculture écologique de proximité**, plus gourmande en main d'œuvre, moins polluante et tout aussi productive que l'agro-industrie.

**Enfin, cette crise aura eu le mérite de souligner notre fragilité et la France devra en tirer les leçons** : les chaînes d'approvisionnement internationales à flux tendus, sans stocks et sans redondance, nous rendent beaucoup trop vulnérables. Même l'extraordinaire afflux sur les réseaux sociaux, la Toile et les visioconférences doit nous interroger ; les entreprises qui fournissent ces services numériques ne sont pas européennes et se révèlent peu fiables. Alors, favorisons le retour de la souveraineté de l'Etat dans un cadre européen.

**José GIANNESINI**